

La **Commission Diplomatique Consultative Internationale**, a décidé de s'élever énergiquement contre toutes les diverses influences, exercées par divers lobbies, sous toutes sortes de formes, et dans tous les domaines. En conséquence nous enjoignons aux Etats Membres de l'Union Européenne, de légiférer, pour créer une réglementation Européenne, qui d'une part, interdira purement et simplement, et d'autre part, mettra fin, à toute forme de lobbies, dont l'action devra être requalifiée et poursuivie en **tentative de corruption**, avec les peines de droit encourues, et qui seront définies par cette réglementation.

Lord Eastleigh

Président

&

Directeur de l'Information

Nous vous présentons ce dossier sur

La véritable influence des lobbies

Par Morgane Huchet

Membre de la C.D.C.I.

Le terme de lobbying est défini par Transparency International comme « *toute communication directe ou indirecte avec des responsables publics, des décideurs politiques ou des élus aux fins d'influencer la décision publique effectuée par ou au nom d'un groupe organisé.* »

EN 2015, Transparency International (ONG luttant contre la corruption) publie un rapport nommé « *Lobbies : influence cachée, accès privilégié* ». Ce rapport évalue le niveau de transparence, d'intégrité et d'équité dans le cadre des relations entre les lobbies et les institutions européennes. Il s'agit de mettre en évidence la possibilité pour le grand public d'avoir accès aux informations échangées entre lobbyistes et responsables publics (traçabilité/transparence) ; l'existence de règles claires et strictes pour les lobbyistes et responsables publics (intégrité) et l'ouverture de la décision publique à de multiples voix représentant un large spectre d'intérêts (équité d'accès). En d'autres termes, il s'agit de noter la fiabilité du système quand à la régulation des lobbies et les efforts mis en œuvre.

Voici une des conclusions du rapport:

« De manière générale, les résultats de cette étude sont préoccupants et indiquent que les efforts entrepris à ce jour par les gouvernements comme par les représentants d'intérêts dans le but de promouvoir des règles de lobbying responsable et transparent manquent de cohérence et d'efficacité. Les stratégies d'influence demeurent en grande partie cachées et informelles, de sérieux conflits d'intérêts existent et certains groupes jouissent d'un accès privilégié aux décideurs. Les risques d'influence excessive restent élevés et se soldent ponctuellement par de graves conséquences pour l'économie, l'environnement, la cohésion sociale, la sécurité publique et les droits de l'Homme. Il est urgent que les autorités publiques, mais aussi l'ensemble des acteurs cherchant à influencer la décision publique intensifient leurs efforts. »

Les résultats de cette enquête :

- Dans les 19 pays sondés ainsi que les 3 institutions européennes (Conseil de l'Europe, Parlement et Commission), la note moyenne comprenant les 3 facteurs (transparence, équité, intégrité) est de 31%.
- Au niveau des institutions, la Commission est le bon élève avec une moyenne de 53%, loin devant le Parlement avec 37% ou le Conseil de l'Union Européenne qui obtient 19%. Ce qui porte à 36% la note moyenne correspondant à la qualité de la régulation du lobbying au sein des institutions.
- Seul 7 pays sur 19 disposent d'outils pour réguler le lobbying (Autriche, France, Irlande, Lituanie, Pologne, Royaume-Uni, Slovaquie).
- 58% des citoyens de l'UE pensent que l'action de leur gouvernement est en grande partie ou entièrement déterminée par les intérêts particuliers.

Ce rapport tire la sonnette d'alarme sur le manque de réglementation des lobbies et cela conduit à se demander dans quelle mesure les lobbies peuvent-ils réellement influencer la politique européenne de demain ?

Alors, avons-nous réellement raison de nous inquiéter du pouvoir des lobbies et de nous interroger sur la nature de leurs activités ?

Le lobby comme contre-pouvoir des institutions ou élite cherchant à satisfaire ses propres intérêts ?

Qui sont les lobbyistes ?

Si l'on regarde de plus près la composition des lobbies, on constate que sur les lobbies enregistrés par la Commission, 4, 879 agissent dans le but de défendre des activités corporate, c'est-à-dire défendre les intérêts d'une entreprise. Exxon Mobil, Schell et Microsoft sont les plus dépensiers en matière de lobbying, ils dépensent en moyenne 4,5 millions d'euros pour leurs activités de lobbying.

La part des ONG est seulement de 18%, les Think Tank 4% et les autorités locales ont 2%.

Alors, quels sont les domaines les plus touchés par le lobbying ? Il semblerait que le secteur du climat et de l'énergie est le secteur avec le plus de lobbying avec 487 rendez-vous de lobbying. En suivant nous avons en deuxième position l'emploi et la croissance (398), l'économie digitale (366) et les marchés financiers (295).

Dans la catégorie des marchés financiers et selon la même étude, 90% des rendez-vous sont à but corporate et seulement 10% concernent des ONG ou Think Tank. Cette asymétrie témoigne de l'importance des lobbies sur le marché mais surtout des lobbies des grandes firmes multinationales qui ont pour but de valoriser toujours plus leur business. On y voit un grand manque d'équité d'accès lorsqu'on voit la nature des intérêts principalement défendus lors de ces fameux « meetings ». Seul le secteur de la santé et de l'éducation arrive à une quasi parité entre lobbying pur et dur et les ONG.

Lobby et politique : une mince frontière

La corrélation entre lobbying et politique est apparue au grand jour en 2011, lorsque 3 députés se firent piéger par des journalistes du Sunday Times en acceptant des pots de vin en échange de la signature d'amendements.

En 2012, c'est le commissaire en charge de la santé, Mr John Dalli qui est soupçonné d'avoir des accointances avec le lobby du tabac, il sera obligé de démissionner dans la mesure où sa probité n'a pu être établie. Le monde de la politique et le lobbying se côtoie de manière assez ambiguë. Dans le même rapport, Transparency International souligne le caractère inadapté des réglementations du lobbying au niveau européen qui « *s'avère incapable d'empêcher le développement de stratégies d'influence opaques* ». En effet la grande majorité des pays ne possèdent pas de réglementation spécifique pour encadrer ces relations entre groupes privés et les élus. Même si l'Union européenne a décidé de créer le « transparency register » où les groupes d'intérêts doivent se déclarer en tant que tel, cela ne suffit pas à encadrer sainement les activités de lobby. L'enregistrement n'étant pas obligatoire, seul 7,821 lobby sont enregistrés alors que leur nombre se situe à près de 30,000 lobbyistes dans la ville de Bruxelles selon le Corporate Europe Observatory. La ville est classée deuxième sur la liste des villes où les lobby sont le plus présents, après Washington.

Quelles techniques emploient les lobbyistes ?

Il y a principalement 3 tactiques utilisées par les lobbyistes afin d'influer sur le pouvoir. Premièrement, ils peuvent assister aux consultations publiques qui sont ouvertes à tous et dont le but est de réunir des groupes d'intérêts afin de collaborer à l'élaboration d'une loi après que celle-ci ait été proposée par la Commission. Il peut s'agir également de consultations directes ou de campagnes de mobilisation (grassroots campaigns).

Si ces outils de communication sont légaux, le ou les bénéficiaires ainsi que le procédé pour y arriver sont souvent brouillés, dissimulés ou incomplets.

Dans le pire des cas, des organisations de lobbyistes ont même recours à des organisations «de façade» (toujours selon le rapport de Transparency International), des stratégies clandestines qui ont pour but d'influencer l'opinion publique (aussi appelé « astroturfing »).

Par exemple, Le lobby du tabac Philip Morris, actuellement premier vendeur de tabac au monde, opère « sous le radar » en instrumentalisant des manifestations. En septembre 2012/janvier 2013, Phillip Morris s'est servi des buralistes en organisant des manifestations afin de fin de servir leur cause et d'influencer la politique. La publicité qu'ont faite les manifestations a pu servir à Phillip Morris afin de plaider leur cause à Bruxelles contre les emballages de tabac standardisés. Ils agissent sous le radar car au lieu d'agir en leur nom, ils agissent en sous-main en soutenant des manifestations d'honnêtes commerçant afin d'obtenir ce qu'ils veulent. Ils ont fourni du matériel comme les banderoles, t-shirt, logo aux manifestants et ont également participer financièrement sous forme de cadeau. Ils se sont servis des manifestations afin de défendre les intérêts des multinationales et ceci au profit de leur argent et au détriment de la santé publique. Une telle action n'est pas un fait isolé parmi les lobbyistes, il est clair que seules les très grandes multinationales avec un fort budget de lobby peuvent se permettent de telles dépenses mais ces pratiques restent tout de même possible et faisable au sein des institutions censées garantir nos droits.

En effet, l'industrie du tabac possède de grands moyens afin d'établir ses stratégies de lobbying, c'est actuellement un des lobbies les plus puissants aux Etats-Unis, or ils ne sont pas les seuls, le lobby pharmaceutique est aussi extrêmement puissant. Vous-souvenez-vous du syndrome de la bedaine ? Cette maladie inventée de toute pièce afin de vendre un soi-disant médicament miracle ? Le laboratoire Sanofi a financé l'invention d'un syndrome « métabolique » afin de vendre toujours plus de médicaments. Ce fameux médicament, l'Accomplia, devait soigner les patients atteints de diabète, tension et cholestérol. Les études révéleront plus tard que ce médicament était non seulement inutile mais qu'il a eu de mauvais résultats en phase de test. Il causerait des troubles psychiatriques graves. Sanofi n'a pas tenu compte des résultats et a commercialisé le médicament. Résultat : 10 morts (4 par suicide) et 385 cas de troubles dépressifs dont 125 graves. Le médicament a été finalement retiré du marché au bout d'un an.

En définitive, il est normal de se poser des questions sur le danger sanitaire, social, environnemental, économique, politique... que pourraient poser les lobbies par leurs pratiques quelques fois extrêmes. Entre pots-de-vins, cadeaux, instrumentalisation des médias et des manifestations, les lobbies ne sont pas exempts de tous soupçons. Certains lobbies contribuent à la fragilisation de nos institutions en opérant « sous le radar », rendant la frontière qui sépare la prise de décision politique et les intérêts des grands lobbies de

moins en moins certaine. Une plus grande régulation de ces lobbies est nécessaire et indispensable, comme le souligne le rapport de Transparency International. Cependant il y aurait tout de même un peu d'espoir, des pays comme l'Estonie, la France, l'Italie et la Lituanie se sont engagés à proposer plus de réglementations. De même, le Conseil de l'Europe travaille sur un instrument juridique international applicable au lobbying. Dans le même temps, plusieurs lobbies se manifestent en faveur de plus de transparence et d'équité dans leurs relations avec les institutions, voulant ainsi redorer leur réputation en établissant des règles du jeu équitables (level playing field).

Assemblée nationale en France : porte ouverte aux lobbies ?

De même, en France les lobbies manquent de transparence et de réglementation. En effet, selon l'ouvrage publié par **Vincent Nouzille et Hélène Constanty**, « *Députés sous influences : le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée nationale* », les lobbies y sont accueillis à bras ouvert tandis que les organismes non-gouvernementaux restent sur le pas de la porte. L'accessibilité du parlement pour les lobbies est rendue possible grâce aux fameux passe-droits sans lesquels on ne peut entrer à l'Assemblée nationale, la carte d'accès « salon de la paix ». Toujours selon l'ouvrage, 50 lobbies sont titulaires de cette carte qui leur permet d'entrer et de voguer à l'intérieur du palais Bourbon

Avec quelques 10% de lobbies citoyens, la question de la représentativité de la société civile dans les débats est préoccupante, car l'organe est censé représenter le Parlement français. Ce même parlement qui est alors composé de députés élus par le peuple qui a placé en eux un espoir de représentativité juste et équitable. Ces mêmes députés qui une fois dans l'hémicycle entourés de Siemens, Microsoft, Apple qui agitent leurs expertises, promesses, invitations, tentations et campagnes de communication représentant des millions de dollars... alors quels intérêts peuvent-ils bien défendre ?

On est en droit de se poser la question...vous ne croyez pas?

Les lobbies sont perçus par les parlementaires français de manière positive, leurs groupes d'experts leur promettent une analyse objective et en accord avec les valeurs de la république, leur campagne de communication aussi aidant à ce que les parlementaires se souviennent d'eux une fois dans l'hémicycle.

Seulement depuis peu, l'Union Européenne commence à manifester son désir de plus de transparence et de réglementation, hors la France pourrait suivre ce même chemin bientôt. De plus, la multiplication des centres de formation de lobbying incite à agir vite. Aussi, les nombreux scandales en matière de lobbying à l'assemblée nationale et les cadeaux qui circuleraient en sous-main font se remettre en question les élus.

Les cabinets d'affaires : grands défenseurs des lobbies ?

Lora Verheecke, journaliste pour la revue Démocratie, dénonce dans son article « **Les (trop) puissants lobbies de Bruxelles** » les pratiques des avocats d'affaires implantés dans le quartier Européen à Bruxelles. Ces avocats spécialisés dans la défense des intérêts des lobbyistes ont trouvés une mine d'or en se spécialisant dans le service de lobbying. **Akin**

Grump Strauss Hauer & Feld, cabinet d'avocats d'affaires à Washington réalisait en 2013, 103,7 millions de dollars de chiffre d'affaire.

A Bruxelles, **Alber & Geiger** réussissait à faire interdire l'interdiction de sac plastique en travaillant pour Papier-Mettler, le plus gros producteur de sacs plastiques européen.

Ayant trouvé un bon filon, il est naturel de protéger l'intérêt de ses clients. C'est ainsi que **White & Case** fit du lobbying pour crée la **TSIC** (Coalition pour les Secrets d'Affaires et l'Innovation) où ses plus gros clients (*Alstom, General Electric, Michelin, Intel, Nestlé, Dupont...*) sont à l'abri. Car quand on fait des affaires on a pas envie que les autres mettent leur nez dedans et ça les avocats d'affaires ont su combler le besoin. Sous-couvert de protection de données commerciales, ces organisations ferment la porte à ceux qui s'intéressent de près à leurs activités. Ainsi au revoir la transparence, bye bye la démocratie et bonjour les bénéfices.

Afin de gagner de l'influence, ces cabinets d'avocats font appel à d'anciens employés des institutions européennes tel que **Wim van Velzen** (ancien président du Parti Populaire Européen – PPE). Histoire de fermer encore plus la porte aux curieux, le nom des clients de ses cabinets d'affaires est souvent tenu secret et cette garantie, les grands lobbies et puissants de ce monde en sont ravis.

Au sein des cabinets d'avocats d'affaires, on y fait également des procès et pas n'importe lesquels, ce sont des arbitrages privés entre le cabinet d'affaire (ou plutôt ses clients) et l'Etat. Et voici comment arriver à toucher en moyenne 30 millions de dollars de frais et 8 millions de coûts juridiques en intentant des procès aux Etats. Aussi, grâce au mécanisme de résolution des différends investisseurs-Etats (**RDIE**), les cabinets d'affaires ont un commerce très prolifique. Afin de sécuriser leur affaire, les cabinets d'affaires ont montés la **European Federation for Investment Law and Arbitration**, EFILA) dont le but est de défendre leurs intérêts dans l'arbitrage privé. Les cabinets d'affaires n'hésitent pas à profiter de la guerre en Libye ou de la crise financière à Chypre pour conseiller des entreprises de pétrole et les banques de poursuivre les gouvernements afin d'obtenir réparation car ceux-ci, ont selon leurs dires, eut de lourdes pertes. Au doux son de ces violons on oublierait presque les effets désastreux de la guerre civile et des crises financières tels que l'instabilité politique, l'instabilité sociale, la pénurie et en somme, la crise humanitaire... qui se passe sous les yeux des grands groupes industriels.

Visitons les lobbies

Sandrine Warsztacki, directrice de Alter Echos, journal réputé pour ces analyses fines, poussées et profondes nous éclaire dans son article « **Visitons les Lobbies** » de façon ludique sur la présence des lobbies dans la capitale Belge. En effet, dans son article « Visitons les Lobbies », elle nous évoque le tour de Bruxelles qu'elle a effectuée avec Martin Pigeon de Corporate Europe Observatory (CEO). En effet, depuis quelques temps l'organisation qui se charge de la surveillance des lobbies propose un « guided tour » ouvert à tous dans lequel vous visitez en bus l'emplacement des différents lobbies.

Vous trouverez le fascicule de la CEO « **Lobby Planet** » où vous pourrez retrouver le détail de ce tour touristique (pour voir la google maps des lobbies, cliquez sur ce lien : [Lobby tour](#)

[à Bruxelles](#)). On y apprend tout sur les lieux de sortie des lobbyistes et parlementaires, les lieux de rendez-vous et de conférences et beaucoup d'autres informations qui risquent de vous intéresser. N'hésitez pas à faire l'expérience vous-même, aidé de ce petit livre que vous trouverez sur le site de la CEO ou dans le lien ci-dessous, partez vous même à l'aventure et allez découvrir le monde souterrain des lobbies, frisson assuré.

(<https://corporateurope.org/sites/default/files/publications/ceolobbylow.pdf>)
